

26.10.2017

Il ne lui reste plus que la peau sur les os - Même une hausse du prix du beurre ne parvient pas à soulager la détresse de la filière laitière !



Action des producteurs de lait européens : les producteurs exhortent la Commission européenne à ancrer la réduction volontaire des volumes dans la PAC

Bruxelles, le 26 octobre 2017 : Emaciée, cette vache laitière – la même qui fait don de son lait aux citoyens européens –, se tient devant le bâtiment de la Commission européenne au milieu de montagnes de lait en poudre. Autour d'elle s'agitent les drapeaux de nombreux pays européens, brandis par les producteurs et productrices qui traitent ce lait au quotidien. Des hommes et des femmes eux aussi malmenés par les crises laitières qui se succèdent sans répit. En dépit de la hausse actuelle du prix du beurre, la filière laitière souffre de maux chroniques, car il manque toujours un mécanisme de prévention des crises au sein la politique agricole commune (PAC).

La fréquence des crises dans le secteur est alarmante. Au cours des dernières années, elle a non seulement contraint de nombreuses exploitations à la fermeture mais est aussi responsable d'une profonde déstabilisation des exploitations restantes. Comme le déplore Sieta van Keimpema, vice-présidente de l'European Milk Board (EMB), les économies forcées se font souvent au détriment du bien-être animal (le mot d'ordre étant l'espérance de vie) ainsi que des conditions de travail et de vie des éleveurs et de leurs proches. « Cette activité est éreintante pour le dernier maillon de la filière laitière, à qui les politiques n'ont, à ce jour, accordé aucun répit. Les profondes distorsions de concurrence sur le marché du lait instituent, depuis des années, des prix du lait nettement inférieurs aux coûts de production », explique Sieta van Keimpema.

Une étude sur les coûts de production du lait dans cinq grands pays producteurs et publiée aujourd'hui, révèle ce manque à gagner. Même les années dites « meilleures » n'ont pas permis de combler ce déficit. En effet, depuis 2012, la France enregistre, en moyenne, un manque à gagner annuel de 21 pour cent, les Pays-Bas de 23 pour cent, l'Allemagne de 22 pour cent, la Belgique de 24 pour cent et le Danemark de 17 pour cent.

Ici vous trouverez de plus amples informations sur cette étude internationale du BAL (Bureau d'agriculture et de sociologie agricole) <[link fr couts-de-production-du-lait.html](http://link.fr/couts-de-production-du-lait.html)>

En clair : les agriculteurs ne demandent pas de subventions pour la production laitière. Ce dont le secteur a besoin est un mécanisme qui prévienne d'autres crises dévastatrices. Un mécanisme suffisamment souple pour permettre au secteur de se développer et de répondre à une demande croissante. Ce mécanisme doit être inscrit dans la loi par le biais de la PAC. En effet, comme l'expérience le montre clairement, si cela n'est pas le cas les réactions à ces crises interviennent trop tard et ne sont en outre souvent pas efficaces.

Concrètement, il s'agit de compléter l'Observatoire du marché laitier d'un mécanisme permanent permettant, en cas de crise, de limiter ou de réduire la production pour une durée limitée.

Ici vous trouverez plus d'informations sur le mécanisme de gestion des crises, aussi appelé « Programme de responsabilisation face au marché (PRM) »

L'exploitation qui a lieu dans la filière laitière peut être endiguée et ces longues périodes de privation peuvent être réduites si, à l'avenir, une disposition législative inscrite dans la PAC pouvait régir, de façon pérenne, les efforts volontaires de diminution des volumes en temps de crise.

Contacts :

Sieta van Keimpema – Vice-présidente de l'EMB (EN, NL, DE): + 31 6 12 16 80 00

Silvia Däberitz – Directrice de l'EMB (FR, DE, EN) : +32 (0)2 808 1936

[<<< back](#)